

M. TAYLOR: Je ne dirais certainement pas qu'une famine est inévitable, ni même probable. Il est possible que leur production de grain de consommation tombe au-dessous de celle de l'année passée qui n'était déjà pas suffisante.

M. THOMPSON: En d'autres termes, envisagez-vous que les chefs perdent la maîtrise de la révolution?

M. TAYLOR: Je ne sais pas. Je ne suis pas autant au courant que je devrais. C'est presque une affaire à la petite semaine parce qu'elle dépend de la pluie et du repiquage. Je crois qu'ils ont reçu assez de livraisons en mars et en avril pour planter leurs champs. Pourront-ils récolter leurs produits à temps? Cela dépend de nouveau du tournant des affaires. Je soupçonne qu'ils obtiendront une récolte qui ne sera pas entièrement désastreuse, mais cela dépend encore du temps. Le temps n'a pas été favorable.

M. THOMPSON: J'ai juste quelques questions au sujet de l'emprise sur les provinces extérieures et sur les activités en rapport avec l'Union soviétique, le Tibet, le Sinkiang et la Mongolie extérieure. Croyez-vous que c'est une grave menace contre l'ordre du pays?

M. TAYLOR: Il pourrait se produire des difficultés où cela deviendrait une sérieuse menace. Je ne crois pas que cela a commencé mais on sait si peu ce qui s'y passe, surtout au Tibet et au Sinkiang, toute la région septentrionale et occidentale du pays. Les politiques et les soldats qui étaient aux commandes y sont toujours apparemment, même s'ils ont été parfois critiqués, et ils se tiennent bien cois autant qu'on le sache. On ignore de quel côté va leur loyauté ou leur obéissance ni de quel côté elle ira si la lutte s'intensifie à nouveau.

M. THOMPSON: J'ai juste une ou deux questions sur la politique étrangère. Croyez-vous que les Chinois accepteront la reconnaissance diplomatique et l'échange éventuel de millions sans se servir de la République de Chine et Taïwan comme point de litige?

M. TAYLOR: C'est très probable parce qu'ils l'ont acceptée de la part des Français. Il y a un précédent et les Chinois sont aussi épris de précédents que n'importe qui d'autre.

Au printemps 1964, le général de Gaulle a reconnu Pékin. Vous vous rappelez qu'on se demandait ce qui allait se passer parce qu'il avait une mission à Taïpeh, tandis que pas le Canada. Finalement, c'est le gouvernement nationaliste chinois qui rompit avec de Gaulle mais jamais, autant que je sache, le gouvernement français n'a déclaré officiellement que Formose, ou Taïwan, faisait partie de la Chine ou qu'en reconnaissant Pékin, il reconnaissait la revendication de Pékin sur Taïwan. Il me souvient d'avoir alors écrit qu'un homme d'état français, monsieur Pompidou je crois, prononça un discours quelques mois après la reconnaissance dans lequel il déclara que la situation de Taïwan était indécise et les Chinois n'ont pas protesté.

M. THOMPSON: Dans ce secteur de politique étrangère, il y a approximativement 350 millions d'habitants dans les pays voisins de la frontière chinoise, du Japon à l'Australie et à la Malaisie, disons. Vous avez exprimé votre opinion sur